

Bruxelles, le 19.6.2017
C(2017) 4246 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 19.6.2017

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine à financer sur
le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 19.6.2017

relative à la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9 paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la période 2017-2020³, dont les points établissent les priorités suivantes: la gouvernance économique et les services sociaux notamment l'éducation, la réforme du secteur de la sécurité, la gouvernance démocratique et la résilience rurale et la création d'emploi.
- (2) La mesure financée au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après 'l'accord interne')⁴ vise à appuyer les efforts des autorités nationales en faveur du relèvement, de la consolidation de la paix et de la sécurité et la réconciliation, du renouvellement du contrat social entre l'État et la population, du relèvement économique et du renforcement du système éducatif.
- (3) L'action intitulée « Programme d'Appui à la Construction de l'État – RCA I (PACAE-RCA I) » vise à appuyer les efforts des autorités nationales en faveur du relèvement, de la consolidation de la paix et de la sécurité et la réconciliation, du renouvellement du contrat social entre l'État et la population, du relèvement économique et du renforcement du système éducatif. Pour cela, des décaissements au titre de l'appui budgétaire pour 2017, 2018 et 2019 sont prévus pour 60 000 000 EUR.
- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁵ applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République centrafricaine C(2017)2747.

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

- (5) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire, la République centrafricaine, désignée dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 17, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.
- (6) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (7) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine à financer sur le 11^e Fonds européen de développement, présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Annexe : « Programme d'Appui à la Construction de l'État – RCA I (PACAE-RCAl) ».

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 64 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles

au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

Fait à Bruxelles, le 19.6.2017

Par la Commission
Neven Mimica

Membre de la Commission